

La N-VA exige la fusion des zones de police bruxelloises

■ Elle en fait une condition à sa participation au futur gouvernement. Les francophones la rembarrent.

On n'a pas fini de parler des "émeutes" qui ont par deux fois secoué Bruxelles cette dernière semaine. Au cours du week-end, la polémique a continué à vivre, alimentée par la N-VA.

1 Les mises en cause de Jan Jambon

Vendredi, Jan Jambon, le ministre de l'Intérieur, a estimé, commentant un rapport de l'inspection générale de la police, (LLB des 18 et 19/11), que la police de la zone Bruxelles-Capitale-Ixelles n'était pas préparée à faire face aux émeutes du 11 novembre. Michel Goovaerts, le chef de corps de la zone, a déploré la lecture "unilatérale" du ministre. "Nous avons l'impression d'avoir reçu un autre texte", a-t-il indiqué, au nom des autres chefs de corps bruxellois et du bourgmestre de la Ville, Philippe Close (PS). "Nous avons un peloton qui est prêt à intervenir, 24h/24 et 7 jours sur 7. Nous formons des gens à cet effet et sommes la seule zone du pays à le faire. Mais le ministre n'y attache aucune importance", a scandé M. Goovaerts. Il a toutefois reconnu que les informations venant des réseaux sociaux ont été trop peu utilisées. "Mais la police bruxelloise n'a pas les moyens de les contrôler alors que la police fédérale, elle, aurait un rôle à jouer", a-t-il conclu.

De son côté, le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Philippe Close (PS) a déploré, dimanche, la présentation "précipitée et incomplète" du rapport. M. Close a rappelé qu'il avait interdit un rassemblement de Kurdes à Bruxelles fin octobre après avoir été informé de l'arrivée d'un autocar de la campagne "Free Ocalan". Le bourgmestre dit en avoir informé Anvers, qui n'a pas jugé nécessaire de réagir. Résultat : des incidents violents le 27 octobre dans le quartier de Brederode, à Anvers, à la suite du passage du bus.

Dans "Het Nieuwsblad", Jean-Marc Meilleur, procureur du Roi de Bruxelles, a estimé que Bruxelles "s'en sortait bien". "La criminalité di-

"Bruxelles s'en sort bien."

Jean-Marc Meilleur

Pour le procureur du Roi, il n'y a pas plus d'émeutes dans la capitale belge que dans les autres grandes villes du monde.

minue année après année. Il n'y a pas plus d'émeutes que dans d'autres grandes villes". Il a encore affirmé que la justice bruxelloise n'était pas laxiste.

Cela dit, à la VRT, le ministre de la Justice Koen Geens (CD&V) a dénoncé un manque de professionnalisme dans le chef de la police de Bruxelles. Le ministre a dit s'attendre à l'identification de quelque 20 à 30 % des auteurs. Selon lui, il n'est pas question d'un manque de moyens pour la police bruxelloise. Pourtant, Karin Lalieux, échevine PS à la Ville de Bruxelles a estimé le manque de policiers à 745 dans la Région et à 322 pour la zone de Bruxelles-Ixelles. Il manquerait aussi une trentaine de magistrats.

Citons enfin l'intervention d'Alexander De Croo, vice-Premier ministre Open VLD. Selon lui, il revient à M. Jambon de faire la clarté sur ce qui s'est passé et de prendre des mesures immédiates. Pour M. De Croo, il y a clairement eu "un dysfonctionnement au niveau du commandement".

2 Les partis flamands veulent la fusion des zones de police

Le chef de file de la N-VA au Parlement bruxellois Johan Van den Driessche a déclaré, dimanche, sur RTL-TVI, que son parti ne rejoindrait pas le gouvernement bruxellois après les régionales de 2019 sans fusion des six zones de police de la Région bruxelloise. La secrétaire d'Etat bruxelloise CD&V Bianca Debaets, le vice-premier

De Croo et la députée-échevine Open VLD Els Ampe défendent eux aussi l'idée d'une fusion mais la dernière a jugé que celle-ci n'aurait pas empêché les derniers incidents. Côté francophone, Karine Lalieux a rappelé que le Brabant flamand, moins peuplé que la Région bruxelloise, comptait 27 zones de police. Pour Hamza Fassi Fihri (CDH), en éloignant la police du terrain, la fusion aggraverait la situation.

3 Rassemblement et droit de réponse

Par ailleurs, le rappeur bruxellois Benlabel, soupçonné d'avoir incité à l'émeute avant Maroc - Côte-

d'Ivoire, a livré son "droit de réponse" via un morceau de rap. Il cible l'incapacité de la police à arrêter les responsables et s'en prend aux médias. Enfin, deux rassemblements ont eu lieu dimanche pour dénoncer les émeutes. Ils ont réuni une petite centaine de personnes à l'Albertine et vingt participants devant la Bourse.

J.-C.M.